

(N° 382)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1924.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver une Convention à conclure avec la Société Anonyme « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions » en vue de substituer un régime définitif au régime provisoire d'exploitation des réseaux de tramways concédés à la dite Société.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet d'avenant annexé au présent projet de loi se rapporte aux contrats de concession de la Société Anonyme « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions ».

Il a pour objet :

- 1° De modifier les clauses relatives aux tarifs en vue de les adopter autant que possible d'une manière permanente aux variations des conditions économiques ;
- 2° De revenir progressivement à l'application aux recettes réellement effectuées, des taux fixés par les cahiers des charges pour déterminer les redevances à payer aux communes ;
- 3° De faire participer le personnel aux bénéfices en l'intéressant aux recettes brutes ;
- 4° D'assurer à la Société la possibilité d'amortir les capitaux qu'elle affecterait à la création de certains prolongements de lignes réclamés par les administrations communales et par les habitants de la région.

Le dit projet a été soumis à l'avis des communes intéressées ainsi que de la Députation permanente et toutes ces autorités s'y sont ralliées tout en émettant quelques vœux dont il a été tenu compte pour la rédaction définitive, telle qu'elle se trouve ci-annexée.

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

B^{on} RUZETTE.

ANNEXE

PROJET DE CONVENTION

en vue de substituer un régime définitif au régime provisoire d'exploitation
institué par les arrêtés royaux du 31 octobre 1919,
3 décembre 1920, 26 mars 1923 et 19 avril 1924.

Entre les soussignés :

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics, agissant au nom du
pouvoir concédant,

d'une part,

et la société anonyme « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et exten-
sions », représentée par

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Les modifications, additions et suppressions ci-après sont apportées aux cahiers
des charges relatifs à la concession des tramways de Charleroi à Gilly (limite de
Châtelineau) et à Montigny-sur-Sambre et à celle des tramways de Charleroi à
Couillet (Queue et Centre).

CHAPITRE PREMIER.

Tramways de Charleroi à Gilly et à Montigny-sur-Sambre.

A. — Modifications et additions.

ART. 23.

Le premier alinéa est modifié comme suit :

« Le concessionnaire aura à payer aux communes de Charleroi, Gilly et
Montigny-sur-Sambre la redevance annuelle déterminée par l'adjudication
publique et fixée à huit et quinze centièmes pour cent (8.15 %) des recettes
brutes effectuées sur ses lignes ».

Entre le premier et le second alinéa sont intercalées les dispositions suivantes :

« Les recettes brutes qui serviront de base aux calculs des redevances sont
celles qui correspondraient aux tarifs en vigueur avant le 17 novembre 1919.

» Si les tarifs en vigueur au 1^{er} décembre 1923 sont maintenus ou majorés, les redevances seront majorées comme il est dit ci-après.

» Pour la première année qui suivra celle de (1), le montant des redevances calculé comme il est dit ci-dessus sera majoré de dix pour cent (10 %); pour la deuxième année, de vingt pour cent (20 %); pour la troisième, de trente pour cent (30 %) et ainsi de suite, en augmentant le taux de la majoration de dix pour cent (10 %) d'année en année sans que le montant des redevances ainsi obtenu puisse dépasser celui qu'on obtiendrait en appliquant aux recettes brutes réellement effectuées, le taux de la redevance fixé par le cahier des charges.

» Si au cours d'une année la variation de l'indice *D* (défini à l'art. 73) justifiait une majoration des tarifs, ou si, sans majoration des tarifs, la progression des recettes brutes d'une année comparativement à celles de l'année précédente, n'atteignait pas cinq pour cent (5 %) le montant des redevances, calculé comme il est dit aux trois alinéas précédents, serait majoré seulement dans la même proportion que pour l'année précédente. »

ART. 65.

L'article 65 est complété comme suit :

« Le concessionnaire attribuera au personnel subalterne de l'exploitation (directeur, ingénieur et chef du service administratif exclus) un demi pour cent (0.5 %) des recettes brutes effectuées sur ses lignes. Cette allocation sera répartie à la fin de chaque semestre et ce au prorata des salaires touchés pendant ce semestre, entre tous les agents qui auront versé tous les mois à leur livret à la Caisse générale de retraite au moins une somme égale au double de leur salaire horaire. L'allocation revenant à chacun de ces agents sera versée à son profit à la Caisse générale de retraite dans le courant du mois qui suivra la fin du semestre ».

L'article 73 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour l'application des tarifs, les lignes seront divisées en sections limitées aux points d'arrêt indiqués ci-dessous ».

A. — *Ligne de Charleroi à Gilly-Quatre-Bras et prolongement jusqu'à la limite de Châtelaineau :*

- « Station de Charleroi-Sud.
- » Boulevard Audent (rue du Ravin).
- » Station de Charleroi Ville-Haute.
- » Rue Warmonceau.
- » Gilly-Quatre-Bras.
- » Station de Sart-Allet.
- » Soleilmont. »

(1) Année de la mise en vigueur de la Convention.

B. — Ligne de Charleroi à Montigny-sur-Sambre :

« Charleroi (gare du Sud ou place Charles II).

» Bifurcation.

» Rue des Trieux.

» Place de Montigny-sur-Sambre. »

« Les taxes seront déterminées d'après la valeur d'une indice $D = S + E$, dans lequel :

» S représente le salaire horaire moyen du personnel du mouvement (chefs de train, receveurs et conducteurs), coté en centimes.

» Ce salaire horaire moyen s'obtiendra en divisant le total des salaires et des allocations de toute nature en faveur de ce personnel par le nombre total d'heures de prestation de service qu'il aura fournies pendant la période considérée.

» E représente, en centimes, pour la même période, le prix moyen du kilowattheure d'énergie électrique, sous forme de courant continue, à justifier par les factures et s'il y a lieu, par le rendement des appareils de transformation.

» La valeur de l'indice D , somme de S et de E , sera établie par périodes de trois mois consécutifs.

» Les tarifs seront fixés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics conformément au tableau suivant et seront mis en vigueur au plus tard dans les trois mois qui suivront la notification de la variation de l'indice qui sera faite par le concessionnaire au Ministère. Lorsque la valeur de l'indice sera en décroissance, la notification devra en être faite par le concessionnaire dans le mois qui suivra la fin de la période de trois mois considérée. »

Tableau des variations des tarifs.

Tarif de la 2^e classe (en centimes).

Valeur de l'indice D .		1 ou 2 sections.	3 sections.	4 sections.	5 sections.	6 sections.
Inférieur à	65	Tarifs en vigueur avant le 17 novembre 1919.				
Compris entre	65 et 115	10	15	20	25	30
Id.	115 et 165	15	15	20	30	40
Id.	165 et 205	15	20	30	40	50
Id.	205 et 235	20	20	30	40	50
Id.	235 et 260	20	25	35	45	55
Id.	260 et 285	20	30	40	50	60
Id.	285 et 310 ⁽¹⁾	25	30	40	50	60
Id.	310 et 335	25	35	45	55	65
Id.	335 et 360	25	40	50	60	70
Id.	360 et 385	30	40	50	60	70
Id.	385 et 410	30	45	55	65	75
Id.	410 et 435	30	50	60	70	80
Id.	435 et 460	35	50	60	70	80

et ainsi de suite.

(1) Tarifs en vigueur du 6 décembre 1920 au 27 avril 1924.

Les indices résultant des salaires et du prix de l'énergie électrique payés pendant cette période sont compris entre les limites 285 et 310; ils représentent par conséquent la base correspondant à ces tarifs.

- » En première classe, 5 centimes en plus.
- » Toute section entamée sera due en entier.
- » Vu l'impossibilité de prévoir les conséquences qui pourraient résulter d'une situation économique qui amèneraient l'indice *D* à dépasser la valeur de 460, les règles déterminant la variation des tarifs pourront, dans ce cas, être révisées par arrêté royal sur la proposition du concessionnaire.
- » En vue de tenir compte de circonstances qui n'ont pu être prévues, le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics pourra autoriser le concessionnaire, sur sa demande, à substituer aux variations de tarifs déterminées par le tableau ci-dessus, des variations établies sur d'autres bases, pourvu que le prix moyen perçu par voyageur, d'après le tarif proposé, ne soit pas supérieur à celui qui résulterait de l'application des tarifs du tableau au nombre des billets des diverses catégories délivrés pendant la période de trois mois dont l'indice aura donné lieu à la modification des tarifs.
- » Le prix moyen perçu par voyageur sera établi en divisant la recette totale billets par le nombre de voyageurs correspondants. »

ART. 74.

L'article 74 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le concessionnaire délivrera aux ouvriers et aux petits employés, sur justification de leur qualité, des cartes d'abonnement comportant un voyage aller et retour pour chaque jour ouvrable. Ces cartes ne seront valables qu'à certaines heures de la journée et seront délivrées soit pour une semaine soit pour deux, au choix des intéressés.

» Le Ministre, sur la proposition du concessionnaire et les communes intéressées entendues, arrêtera les conditions d'application du présent article et notamment la définition des « petits employés » en tenant compte du coût de la vie, et les heures de validité de ces abonnements.

» Lorsque la valeur de l'indice *D* sera comprise entre 285 et 310 les prix de ces abonnements seront les suivants, quel que soit le parcours sur une même ligne :

	Pour une semaine.	Pour deux semaines.
» Ligne de Charleroi à Gilly-Quatre-Bras . fr.	2.40	4.80
» Prolongement de Gilly-Quatre-Bras à Soleil- mont.	2.40	4.80
» Ligne et prolongement de Charleroi à Soleil- mont.	3.00	6.00
» Ligne de Charleroi à Montigny-sur-Sambre .	2.40	4.80

» En cas de variation de la valeur de l'indice *D*, les prix de ces abonnements varieront dans les mêmes proportions que l'ensemble des tarifs généraux, sans que le prix d'un voyage simple puisse être inférieur à 10 centimes. »

ART. 77.

Les deux derniers alinéas de l'article 77 sont modifiés comme suit :

« Ces abaissements de tarifs sont soumis à l'approbation du Ministre, les communes intéressées entendues; ces tarifs réduits seront portés à la connaissance du public, par voie d'affiches, dans les aubettes et dans les voitures, quinze jours avant leur mise en vigueur.

» Des abonnements sont créés, et les prix en sont fixés ainsi qu'il suit, lorsque la valeur de l'indice D est comprise entre 285 et 310.

Abonnements généraux.

	Pour un an.	Pour six mois.
Première classe. fr.	264	143
Seconde classe fr.	212	111

Abonnements scolaires.

» Quel que soit le parcours effectué sur le réseau :

	Pour l'année scolaire.	Pour 2 1/2 mois.
Première classe. fr.	159	40
Seconde classe fr.	106	27

» Les conditions de ces abonnements sont arrêtées par le Ministre, les communes intéressées entendues.

» En cas de variation de la valeur de l'indice D les prix des abonnements varieront dans les mêmes proportions que l'ensemble des tarifs généraux.

» Aux deux catégories d'abonnements indiquées ci-dessus, dont les prix correspondent au parcours moyen supposé effectué par les abonnés, il pourra être substitué sur la proposition du concessionnaire et dans les conditions arrêtées par le Ministre, les communes intéressées entendues, des abonnements (ordinaires et scolaires) dont les prix seront déterminés selon le nombre des sections sur lesquelles ils seront valables. »

ART. 83.

L'article 83 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée de la concession prendra fin le 28 septembre 1938. »

« En cas d'extension du réseau postérieure au (date de la mise en vigueur de la Convention) le terme de la concession sera prorogé au 31 décembre 1961 de façon à coïncider avec celui de la concession du réseau de Charleroi à Couillet (Queue et Centre). Les concessions des extensions prendront fin avec celle du réseau principal. »

B. — Suppressions.

Les articles 19, 87 (dernier alinéa), 97 et 102 à 109 inclusivement sont supprimés.

CHAPITRE II.**Tramways de Charleroi à Couillet (Queue et Centre).****A. — Modifications et additions.****ART. 22.**

Entre le deuxième et le troisième alinéa sont intercalées les dispositions suivantes :

« Les recettes brutes qui serviront de base au calcul des redevances spécifiées dans les deux alinéas précédents seront celles qui correspondraient aux tarifs en vigueur avant le 17 novembre 1919.

» Si les tarifs en vigueur au 1^{er} décembre 1923 sont maintenus ou majorés, les redevances à payer aux communes seront majorées comme il est dit ci-après :

» Pour la première année qui suivra celle de (1) le montant des redevances calculé comme il est dit ci-dessus sera majoré de dix pour cent (10 %); pour la deuxième année, de vingt pour cent (20 %); pour la troisième année, de trente pour cent (30 %) et ainsi de suite, en augmentant le taux de la majoration de dix pour cent (10 %) d'année en année, sans que le montant des redevances ainsi obtenu puisse dépasser celui qu'on obtiendrait en appliquant le taux de la redevance fixé par le cahier des charges aux recettes brutes réellement effectuées.

» Si au cours d'une année la variation de l'indice *D* (défini à l'art. 68) justifiait une majoration des tarifs, ou si, sans majoration des tarifs, la progression des recettes brutes d'une année comparativement à celles de l'année précédente, n'atteignait pas cinq pour cent (5 %) le montant des redevances, calculé comme il est dit aux trois alinéas précédents, serait majoré seulement dans la même proportion que pour l'année précédente. »

ART. 62.

L'article 62 est complété comme suit :

« Le concessionnaire attribuera au personnel subalterne de l'exploitation (directeur, ingénieurs et chef du service administratif exclus) un demi pour cent (0.5 %) des recettes brutes effectuées sur ses lignes. Cette allocation sera répartie à la fin de chaque semestre et ce au prorata des salaires touchés pendant ce semestre, entre tous les agents qui auront versé tous les mois à leur livret à la Caisse générale de Retraite au moins une somme égale au double de leur salaire horaire. L'allocation revenant à chacun de ces agents sera versée à son profit à la Caisse générale de Retraite dans le courant du mois qui suivra la fin du semestre. »

(1) Année de la mise en vigueur de la Convention.

ART. 68.

Le deuxième alinéa et les suivants sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Pour l'application des tarifs la ligne et son embranchement sont divisés en sections limitées par les points d'arrêt suivants :

- » Charleroi, rue Isaac.
- » Pont de l'Ecluse.
- » Rue de l'Ange.
- » Bifurcation.
- » Queue de Couillet ou station de Couillet-Montigny.
- » Les tarifs ne comportent qu'une seule classe. »

Les taxes seront déterminées d'après la valeur d'un indice $D = S + E$, dans lequel :

« S représente le salaire horaire moyen du personnel du mouvement (chefs de train, receveurs et conducteurs) coté en centimes.

» Ce salaire horaire moyen s'obtiendra en divisant le total des salaires et des allocations de toute nature en faveur de ce personnel par le nombre total d'heures de prestation de service qu'il aura fournies pendant la période considérée.

» E représente, en centimes, pour la même période, le prix moyen du kilowatt-heure d'énergie électrique, sous forme de courant continu, à justifier par les factures et s'il y a lieu par le rendement des appareils de transformation

» La valeur de l'indice D , somme de S et de E , sera établie pour chaque trimestre.

» Les tarifs seront fixés par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics conformément au tableau suivant et seront mis en vigueur au plus tard dans les trois mois qui suivront la notification de la variation de l'indice qui sera faite par le concessionnaire au Ministre. Lorsque la valeur de l'indice sera en décroissance, la notification devra en être faite par le concessionnaire dans le mois qui suivra la fin du trimestre considéré ».

Tableau des variations des tarifs.

(Tarif unique en centimes.)

Valeur de l'indice D .		1 ou 2 sections.	3 sections.	4 sections.
Inférieur à	65	Tarifs en vigueur avant le 17 novembre 1919.		
Compris entre	65 et 115	10	15	20
Id.	115 et 165	15	15	20
Id.	165 et 205	15	20	30
Id.	205 et 235	20	20	30
Id.	235 et 260	20	25	35
Id.	260 et 285	20	30	40
Id.	285 et 310 ⁽¹⁾	25	30	40
Id.	310 et 335	25	35	45
Id.	335 et 360	25	40	50
Id.	360 et 385	30	40	50
Id.	385 et 410	30	45	55
Id.	410 et 435	30	50	60
Id.	435 et 460	35	50	60

et ainsi de suite.

(1) Tarifs en vigueur du 6 décembre 1920 au 27 avril 1924.

Les indices résultant des salaires et du prix de l'énergie électrique payés pendant cette période sont compris entre les limites 285 et 310 ; ils représentent par conséquent la base correspondant à ces tarifs.

» Vu l'impossibilité de prévoir les conséquences qui pourraient résulter d'une situation économique qui amènerait l'indice *D* à dépasser la valeur de 460, les règles déterminant la variation des tarifs pourront, dans ce cas, être révisées par arrêté royal sur la proposition du concessionnaire.

» En vue de tenir compte de circonstances qui n'ont pu être prévues, le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics pourra autoriser le concessionnaire, sur sa demande, à substituer aux variations de tarifs déterminées par le tableau ci-dessus des variations établies sur d'autres bases, pourvu que le prix moyen perçu par voyageur, d'après le tarif proposé, ne soit pas supérieur à celui qui résulterait de l'application des tarifs du tableau au nombre des billets des diverses catégories délivrés pendant la période de trois mois dont l'indice aura donné lieu à la modification des tarifs.

» Le prix moyen perçu par voyageur sera établi en divisant la recette totale billets par le nombre de voyageurs correspondant.

» Toute section entamée est due en entier.

» Les enfants âgés de moins de 6 ans et tenus sur les genoux seront transportés gratuitement.

» Les prix de transport pourront être doublés à partir de minuit. »

ART. 70.

Les dispositions de l'article 70 seront remplacées par les suivantes :

« Le concessionnaire délivrera aux ouvriers et aux petits employés, sur justification de leur qualité, des cartes d'abonnement comportant un voyage aller et retour pour chaque jour ouvrable.

» Ces cartes ne seront valables qu'à certaines heures de la journée et seront délivrées soit pour une semaine, soit pour deux, au choix des intéressés.

» Le Ministre sur la proposition du concessionnaire et les communes intéressées entendues, arrêtera les conditions d'application du présent article et notamment la définition des « petits employés » en tenant compte du coût de la vie, et les heures de validité de ces abonnements.

» Lorsque la valeur de l'indice *D* sera comprise entre 285 et 310 les prix de ces abonnements seront les suivants, quel que soit le parcours sur une même ligne :

	Pour une semaine.	Pour deux semaines.
» De Charleroi (rue Isaac) à la Queue de Couillet fr.	2.40	4.80
» De Charleroi (rue Isaac) à la station de Couillet-Montigny	2.40	4.80
» De la station de Couillet-Montigny à la Queue de Couillet	2.40	4.80

» En cas de variation de la valeur de l'indice *D*, les prix de ces abonnements varieront dans les mêmes proportions que l'ensemble des tarifs généraux, sans que le prix d'un voyage simple puisse être inférieur à 10 centimes. »

ART. 71.

Le deuxième et le troisième alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

- » Lorsque la valeur de l'indice *D* est comprise entre 285 et 340 :
- » Abonnements généraux : 212 francs par an ou 111 francs pour six mois.
- » Abonnements scolaires : 106 francs par année scolaire (10 mois) ou 27 francs par trimestre scolaire (2 1/2 mois).
- » Aux abonnements indiqués ci-dessus dont les prix correspondent au parcours moyen supposé effectué par les abonnés, il pourra être substitué, sur la proposition du concessionnaire et dans les conditions à fixer par le Ministre, les communes intéressées entendues, des abonnements (ordinaires ou scolaires) dont les prix seront déterminés selon le nombre des sections sur lesquelles ils seront valables.
- » En cas de variation de la valeur de l'indice *D* les prix des abonnements varieront dans les mêmes proportions que l'ensemble des tarifs généraux. »

B. — *Suppressions.*

Les articles 89 à 95 inclusivement sont supprimés.

CHAPITRE III.

Dispositions générales communes aux deux réseaux.

1° Sur la proposition du concessionnaire et dans les conditions arrêtées par le Ministre, les communes entendues, il pourra être établi des billets de correspondance entre les deux réseaux; dans les mêmes conditions et avec l'accord de la Société nationale des chemins de fer vicinaux il pourra être établi des billets de correspondance entre les tramways et les lignes vicinales en connexion directe avec ceux-ci.

2° Lorsque la durée de la concession du réseau de Charleroi à Gilly et à Montigny-sur-Sambre aura été prorogée jusqu'à la fin de la concession du réseau de Charleroi à Couillet (Queue et Centre) en conformité du chapitre II, article 83 du présent avenant, la section commune aux deux réseaux pourra être rattachée exclusivement au réseau de Charleroi à Gilly et à Montigny-sur-Sambre, à la demande des communes intéressées et dans les conditions à arrêter par le Ministre, d'accord avec les dites communes et le concessionnaire;

3° Le concessionnaire devra remplir les engagements stipulés dans sa lettre adressée au Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics le 7 juillet 1924. Une copie de cette lettre, certifiée conforme, est annexée à la présente Convention;

4° Sont maintenues toutes les dispositions des cahiers des charges relatives à la concession des tramways de Charleroi à Gilly et à Montigny-sur-Sambre et à celle des tramways de Charleroi à Couillet (Queue et Centre) qui ne sont pas expressément modifiées ou supprimées par le présent avenant.

La présente Convention qui substitue un régime définitif au régime provisoire établi par les arrêtés royaux du 31 octobre 1919, du 30 avril 1920, du 3 décembre 1920, du 26 mars 1923 et du 10 avril 1924 portera ses effets à partir du ...

Bruxelles, le 7 juillet 1924.

*A Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics,
Bruxelles.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli un projet de convention ayant pour objet de substituer un régime définitif d'exploitation des tramways qui nous sont concédés, au régime provisoire actuellement en vigueur. Ce projet a été amendé pour tenir compte des observations formulées par les communes au cours des enquêtes.

Si cette convention est approuvée par les Pouvoirs publics compétents et mise en vigueur, notre Société s'engage à construire et à exploiter aux conditions indiquées ci-après, les extensions suivantes :

1° Ligne de Charleroi à La Neuville (Montigny-sur-Sambre) avec ses prolongements, ceux-ci lorsque les voies publiques qu'ils doivent emprunter seront construites.

2° Prolongement de la ligne de Charleroi à Couillet (station de Couillet-Montigny) jusqu'au passage à niveau de la rue de la Victoire à Châtelet.

3. Prolongement de la ligne de Charleroi à Gilly (Soleilmont) jusqu'à Vieux-Campinaire.

Les cahiers des charges relatifs aux réseaux principaux seront applicables à ces extensions avec les modifications nécessaires en ce qui concerne les points suivants :

La fixation des tarifs et des règles qui en détermineront l'adaptation aux conditions économiques devra tenir compte de l'importance des capitaux de premier établissement à rémunérer et amortir.

L'exploitation des extensions sera exonérée des charges de redevances et de renouvellements de pavages; le pavage dont l'entretien incombera au concessionnaire comprendra la surface occupée par les voies et l'entre-voies ainsi qu'une bande de 0^m50 de largeur en dehors des voies, le long de chaque rail extérieur.

Les extensions de voirie éventuellement nécessaires pour l'établissement des nouvelles lignes seront entièrement à la charge des pouvoirs publics intéressés.

En cas de rachat des concessions des réseaux principaux, les concessions des extensions seront aussi rachetées, mais le prix de rachat de celles-ci sera calculé

sur d'autres bases, qui seront établies par les cahiers des charges de la manière suivante :

A) Pendant la période initiale dont la durée sera fixée, pour chaque extension, par le cahier des charges qui la concerne, le prix de rachat comportera le remboursement des frais de premier établissement augmentés d'une prime pour dédommager le concessionnaire des pertes du début de l'exploitation.

B) Pendant la seconde période le prix de rachat sera calculé au choix du concessionnaire suivant l'une des deux règles suivantes :

a) Il sera remboursé au concessionnaire la somme restant à amortir sur les frais de premier établissement augmentés de la prime, l'amortissement étant calculé de manière qu'il soit effectué complètement au cours de cette seconde période.

b) Le prix de rachat sera égal au montant de la capitalisation, au taux moyen de la rente de l'État pendant les trois années précédant la date du rachat, d'une annuité calculée comme il suit : on prendra, au choix du concessionnaire, soit la recette nette d'exploitation de l'année précédant immédiatement la date du rachat, soit la moyenne des recettes nettes d'exploitation des trois années les plus favorables parmi les cinq dernières précédant la date de rachat ; on y ajoutera à titre de prime, 10 %, s'il reste moins de dix années de concession à courir ; 20 %, s'il en reste plus de dix et moins de vingt et 25 %, s'il en reste plus de vingt.

Si à l'époque du rachat la valeur de l'indice *D* (défini par la convention) dépasse celle que cet indice avait à l'époque fixée pour le commencement des travaux, le prix de rachat sera multiplié par le rapport de la première à la seconde de ces valeurs de l'indice *D*.

Les délais qui seront fixés par les cahiers des charges pour la mise en exploitation des extensions seront prorogés par le Ministre, sur la proposition du concessionnaire, si les prix des matériaux sont excessifs, par exemple si le prix des rails dépasse 700 francs la tonne au moment où la construction devra être commencée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

(S.) DUTILLIEUX,
Directeur.

(S.) FR. EMPAIN,
Administrateur.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JULI 1924.

Ontwerp van Wet, waarbij de Regeering gemachtigd wordt tot het goedkeuren eener overeenkomst, te sluiten met de naamlooze vennootschap « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions », ten einde het huidig voorlopig stelsel van ontginning der aan die vennootschap vergunde tramwegnetten te vervangen door een definitief stelsel.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van bijvoegsel, aan onderhavig ontwerp van wet toegevoegd, betreft de vergunningcontracten van de naamlooze vennootschap « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions ».

Het strekt tot :

1^o Het wijzigen der bepalingen betreffende de tarieven, ten einde deze zooveel mogelijk op bestendige wijze aan te passen aan de veranderingen der economische toestanden ;

2^o Het geleidelijk terugkomen tot de toepassing, op de werkelijk verwezenlijkte ontvangsten, van de bedragen, vastgesteld door de lastkohieren voor het bepalen van de aan de gemeenten te betalen cijzen ;

3^o Het doen deelhebben van het personeel in de winsten, door het te betrekken in de ruwe ontvangsten ;

4^o Het verschaffen aan de vennootschap, van de mogelijkheid de kapitalen te delgen die zij zou aanwenden tot het maken van sommige lijnenverlengingen, gevraagd door de gemeentebesturen en door de bewoners der streek.

Bedoeld onderwerp is aan het advies van de belanghebbende gemeenten en van de bestendige deputatie onderworpen geworden, en al die overheden hebben er zich bij aangesloten, tevens enkele wenschen uitdrukken de waarmede rekening werd gehouden voor het definitieve opstel, zooals het hier bijgevoegd is.

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,
B^on RUZETTE.

BIJLAGE

ONTWERP VAN OVEREENKOMST

ten einde het voorloopig stelsel tot stand gebracht door de Koninklijke besluiten van 31 October 1919, 3 December 1920, 26 Maart 1923 en 19 April 1924, door een definitief stelsel te vervangen.

Tusschen de ondergeteekenden :

Den heer baron Ruzette, Minister van Landbouw en Openbare Werken, handelend in naam van de vergunnende macht,

eenerzijds,

en de Naamlooze Vennootschap : « Tramways électriques du pays de Charleroi et extensions », vertegenwoordigd door

anderzijds,

Is overeengekomen wat volgt :

Volgende veranderingen, toevoegingen en schrappingen worden toegebracht aan de lastenboeken welke de vergunning der Tramwegen van Charleroi tot Gilly (grenslijn van Châtelineau) en tot Montigny-sur-Sambre en dergene der Tramwegen van Charleroi tot Couillet (Queue en Centre) regeeren.

EERSTE HOOFDSTUK.

Tramwegen van Charleroi tot Gilly en tot Montigny-sur-Sambre.

A. — *Veranderingen en toevoegingen.*

ART. 23.

Het eerste lid wordt als volgt gewijzigd :

« De vergunninghouder zal aan de gemeenten Charleroi, Gilly en Montigny-sur-Sambre de jaarlijksche vergoeding moeten betalen welke vastgesteld wordt door openbare aanbesteding en bepaald op acht en vijftien honderdsten ten honderd (8.15 t. h.) der op deze lijnen geïnde bruto-ontvangsten. »

Volgende schikkingen worden tusschen het eerste en tweede lid ingelascht :

« De bruto-ontvangsten welke tot grondslag der vergoedingenberekeningen zullen dienen, zijn deze welke zouden overeenstemmen met de tarieven in gebruik vóór 17 November 1919.

» Worden de tarieven, in gebruik den 1^{er} December 1923, behouden of vermeerderd, dan zullen de vergoedingen verhoogd worden zooals hieronder opgegeven :

» Het eerste jaar volgend op (1) zal het volgens de hierbovenstaande aanduidingen berekend bedrag der vergoedingen met tien ten honderd (10 t. h.) vermeerderd worden; het tweede jaar met twintig ten honderd (20 t. h.); het derde jaar met dertig ten honderd (30 t. h.) en zoo voort, telken jare het bedrag der vermeerdering met tien ten honderd (10 t. h.) verhoogend, zonder dat het beloop der vergoedingen aldus bekomen datgene moge overtreffen, hetwelk zou bekomen worden indien de vergoedingsbasis door de lastenboeken bepaald, op de werkelijk geïnde bruto-ontvangsten werd toegepast.

» Indien in den loop van een jaar, de verandering van het index D (bepaald bij artikel 73) een tarievenverhoging zou billijken, of indien, zonder tarievenverhoging, de trapsgewijze vergrooing der bruto-ontvangsten van een jaar vergeleken met deze van het vorige jaar niet vijf ten honderd (5 t. h.) zou bedragen, dan zou het beloop der vergoedingen, berekend volgens de bepalingen der drie vorige alinea's, slechts in dezelfde verhouding van het vorig jaar verhoogd worden. »

Art. 65.

Artikel 65 wordt als volgt aangevuld :

« De vergunninghouder zal aan het ondergeschikt personeel der exploitatie (Bestuurder, ingenieurs en dienstoverste van beheer uitgezonderd) een half ten honderd (0.5 t. h.) der op deze lijnen geïnde bruto-ontvangsten toebedeelen. Dit aandeel zal op het einde van elk jaar verdeeld worden in verhouding met de gedurende die zes maanden uitbetaalde loonen, tusschen alle bedienden welke maandelijks op hun boekje der Algemeene Lijfrentekas, minstens een som gelijk aan het dubbel van hun uur-loon zullen gestort hebben. Het aandeel aan elk dezer agenten toebedeeld zal te hunnen bate bij de Algemeene Lijfrentekas gestort worden in den loop der maand welke het einde van het halfjaar opvolgt. »

Artikel 73 wordt door volgende schikking vervangen :

Voor de toepassing der tarieven, zullen de lijnen in afdeelingen verdeeld worden waarvan de grenzen door volgende stopplaatsen aangeduid worden :

A. — *Lijn van Charleroi naar Gilly Quatre-Bras en verlenging tot aan de grenslijn van Chatelineau :*

- « Statie van Charleroi Zuid.
- » Boulevard Audent (rue du Ravin).
- » Statie van Charleroi Ville Haute.
- » Rue Warmonceau.
- » Gilly Quatre-Bras.
- » Statie van Sart-Allet.
- » Soleilmont. »

(1) Jaar van het in werkingtreden der overeenkomst.

B. — *Lijn van Charleroi tot Montigny s/Sambre :*

« Charleroi (Zuidstatie of Karel II plaats.

» Splitsing.

» Rue des Trieux.

» Place de Montigny s/ Sambre. »

» De prijzen zullen bepaald worden volgens de waarde van een index $D = S + B$ in hetwelk :

» S het gemiddeld uurloon van het rollend personeel (treinoverste, ontvangers en geleiders) in centiemen bepaald voorstelt.

» Dit gemiddeld uurloon wordt bekomen door het bedrag der loonen en der toeslagen van allen aard ten voordeele van het personeel te deelen door het totaal getal werkuren dat het gedurende de beschouwde periode heeft geleverd.

» E beteekent in centiemen, voor hetzelfde tijdvak, den gemiddelden prijs van een kilowatt-uur elektrische drijfkracht onder vorm van gelijkstroom, te bewijzen door het vervormingsvermogen der wijzigingstoestellen.

» De waarde van het index D , som van S en E , zal bij tijdvakken van drie op elkaar volgende maanden, vastgesteld worden.

» De tarieven zullen bepaald worden door den Minister van Landbouw en van Openbare Werken volgens hieronder voorkomende tabel, en toegepast worden ten laatste drie maanden volgend op de aanzegging van de verandering van het index door den vergunninghouder bij het Ministerie. Wanneer de waarde van het index daalt, zal de vergunninghouder de aanzegging moeten doen binnen de maand welke volgt op het tijdvak der drie beschouwde maanden.

Tabel der Tarievenveranderingen.

Tarief der 2^e klasse (in centiemen).

Waarde van het index D .		1 tot 2	3	4	5	6
		afdeelingen.	afdeelingen.	afdeelingen.	afdeelingen.	afdeelingen.
Beneden .	65	Tarieven in gebruik vóór 17 November 1919.				
Schommelend						
tusschen .	65 en 115	10	15	20	25	30
Id.	115 en 165	15	15	20	30	40
Id.	165 en 205	15	20	30	40	50
Id.	205 en 235	20	20	30	40	50
Id.	235 en 260	20	25	35	45	55
Id.	260 en 285	20	30	40	50	60
Id.	285 en 310 ⁽¹⁾	25	30	40	50	60
Id.	310 en 335	25	35	45	55	65
Id.	335 en 360	25	40	50	60	70
Id.	360 en 385	30	40	50	60	70
Id.	385 en 410	30	45	55	65	75
Id.	410 en 435	30	50	60	70	80
Id.	435 en 460	35	50	60	70	80

en zoo voort.

(1) Tarieven in gebruik van 6 December 1920 tot 27 April 1924.

De indexcijfers volgend uit de loonen en den prijs der elektrische drijfkracht gedurende dit tijdstip betaald, schommelen tusschen de grenzen 285 en 310, zij vertegenwoordigen aldus de basis in verhouding met deze tarieven.

» In eerste klas : 5 centiem meer.

» Elke begonnen afdeeling is geheel verschuldigd.

» Aangezien de onmogelijkheid de gevolgen te voorzien welke zouden kunnen voortspruiten uit een economischen toestand die het indexcijfer *D* boven de waarde 460 zou voeren, mogen de regels welke de tarievenschommelingen bepalen, in dit geval, op voorstel van den vergunninghouder, door een Koninklijk besluit herzien worden.

Ten einde rekening te houden met omstandigheden welke niet konden voorzien worden, zal de Minister van Landbouw en van Openbare Werken, den vergunninghouder, op dezès aanvraag, kunnen machtigen de tarievenveranderingen bij voorgaande tabel bepaald, door tarievenveranderingen op andere basis vastgesteld te vervangen, op voorwaarde dat de gemiddelde prijs per reiziger, volgens voorgesteld tarief ontvangen, niet dengene overtreffe welke zou voortkomen van de toepassing der tarieven van de tabel aan het getal briefjes der verschillende categorieën afgeleverd gedurende het kwartaal waarvan het indexcijfer aanleiding heeft gegeven tot verandering der tarieven.

» De gemiddeld ontvangen prijs per reiziger zal vastgesteld worden door de deeling van de totale ontvangst der kaartjes met het overeenstemmend getal reizigers. »

Art. 74.

Het artikel 74 wordt door de volgende schikkingen vervangen :

« De vergunninghouder zal aan de werklieden en aan kleine bedienden, op bewijslevering van hunne hoedanigheid, abonnementskaarten afleveren voor eene reis heen en weder per werkdag. Deze kaarten zullen slechts op zekere uren van den dag geldig zijn en afgeleverd worden, 't zij voor eene week 't zij voor twee, naar de keuze der belanghebbenden.

» De Minister zal op voorstel van den vergunninghouder en na de belanghebbende gemeenten gehoord te hebben, de voorwaarden der toepassing van huidig artikel vaststellen, namelijk de bepalingen van « kleine bedienden » met inachtneming der levensduurte, en de geldigheidsuren dier abonnementen.

» Wanneer de waarde van het index *D* tusschen 285 en 340 zal schommelen, zullen de prijzen dier abonnementen, welk ook de lengte der rit op dezelfde lijn weze, de volgende zijn :

	Voor eene week.	Voor twee weken.
» Lijn van Charleroi naar Gilly-Quatre-Bras fr.	2.40	4.80
» Verlenging van Gilly-Quatre-Bras tot Soleil-mont.	2.40	4.80
» Lijn en verlenging van Charleroi tot Soleil-mont.	3.00	6.00
» Lijn van Charleroi tot Montigny s/Sambre	2.40	4.80

» In geval van verandering der waarde van het index *D*, zullen de prijzen der abonnementen in dezelfde verhouding als het geheele stelsel der Algemeene tarieven veranderen, zonder dat de prijs van een enkele reis lager moge weze dan tien centiem. »

ART. 77.

De twee laatste alinea's van artikel 77 worden gewijzigd als volgt :

« Deze tariefverlagingen worden door den Minister, na de belanghebbende gemeenten gehoord te hebben, goedgekeurd; deze verminderde tarieven zullen ter kennis van het publiek gebracht worden, bij middel van plakbrieven, in de wachthuisjes en in de rijtuigen veertien dagen vóór hun in gebruikgaan..

» Abonnementen worden geschaft; hunne prijzen worden volgenderwijze bepaald wanner de waarde van het index D tusschen 285 en 310 schommelt :

Algemeene abonnementen.

		Voor één jaar.	Voor 6 maanden.
Eerste klasse.	fr.	264 »	143 »
Tweede klasse		212 »	111 »

Schoolabonnementen.

Welk ook de op het net doorloopen rit weze :

		Voor het schooljaar.	Voor 2 ½ maand.
Eerste klasse.		159 »	40 »
Tweede klasse		106 »	27 »

» De voorwaarden van deze abonnementen worden door den Minister bepaald, na de belanghebbende gemeenten gehoord te hebben.

» In geval van verandering der waarde van het index D, zullen de prijzen der abonnementen in dezelfde verhouding als het geheele stelsel der algemeene tarieven veranderen.

» Beide hierbovenbepaalde abonnementencategorieën, waarvan de prijzen overeenstemmen met de gemiddelde veronderstelde ritten door de abonnementdraggers gemaakt, zullen op voorstel van den vergunninghouder en in de voorwaarden door den Minister vastgesteld, na de belanghebbende gemeenten gehoord te hebben, kunnen vervangen worden door (gewone en school) abonnementen, waarvan de prijzen zullen berekend worden volgens het getal afdeelingen waarop zij geldig zullen zijn. »

ART. 83.

Artikel 83 wordt vervangen door volgende schikkingen :

« De duur der vergunning zal eindigen op 28 September 1938.

» In geval het net na. (dag van het inwerkingtreden der overeenkomst) werd uitgebreid, zal de einddatum der vergunning tot 5 December 1961 verdaagd worden, derwijze dat hij samenvalle met dengene der vergunning van Charleroi tot Couillet (*Queue et Centre*). De vergunningen der uitbreidingen zullen eindigen met deze van het hoofdnet. »

B. — Schrappingen.

De artikels 19, 87 (laatste lid), 97 en 102 tot 109 inbegrepen worden afgeschaft.

HOOFDSTUK II.

Tramwegen van Charleroi tot Couillet (queue et centre).

A. — Veranderingen en Toevoegingen.

ART. 22.

De volgende schikkingen worden tusschen lid twee en drie ingelascht.

« De bruto-ontvangsten welke ten grondslag der vergoedingenberekeningen zullen dienen, zijn deze welke zouden overeenstemmen met de tarieven in gebruik vóór 17 November 1919.

» Worden de tarieven in gebruik den 1ⁿ December 1923 behouden of vermeerderd, dan zullen de vergoedingen verhoogd worden zooals hieronder opgegeven.

» Het eerste jaar volgend op ⁽¹⁾ zal het volgens de hierbovenstaande aanduidingen berekend bedrag der vergoedingen met tien ten honderd (10 t. h.) vermeerderd worden; het tweede jaar met twintig ten honderd (20 t. h.); het derde jaar met dertig ten honderd (30 t. h.) en zoo voort, telken jare het bedrag der vermeerdering met tien ten honderd (10 t. h.) verhoogend, zonder dat het beloop der vergoedingen aldus bekomen datgene zoude mogen overtreffen, hetwelk zou bekomen worden indien de vergoedingsbasis door de lastenboeken bepaald, op de werkelijk geïnde bruto-ontvangsten werd toegepast.

» Indien in den loop van een jaar de veranderingen van het index D, (bepaald bij art. 68) een tarievenverhoging zou billijken, of indien, zonder tarievenverhoging, de trapsgewijze vergrooting der bruto-ontvangsten van een jaar vergeleken niet dezen van het vorige jaar met vijf ten honderd (5 t. h.) zou bedragen, dan zou het beloop der vergoedingen berekend volgens de opgave der drie vorige alinea's, slechts in dezelfde verhouding van vorig jaar verhoogd worden. »

ART. 62.

Artikel 62 wordt aangevuld als volgt :

« De vergunninghouder zal het ondergeschikt personeel der exploitatie (bestuurder, ingenieurs en dienstoverste van beheer uitgezonderd) een half per honderd (0.5 p. h.) der op deze lijnen geïnde bruto-ontvangsten toebedeelen. Dit aandeel zal op het einde van elk half jaar verdeeld worden in verhouding met de gedurende die zes maanden uithetaalde loonen, tusschen alle bedienden welke maandelijks op hun boekje der Algemeene Lijfrentekas minstens een som gelijk aan het dubbele van hun uurloon zullen gestort hebben. Het aandeel aan elk dezer agenten toebedeeld zal te hunnen bate bij de Algemeene Lijfrentekas gestort worden in den loop der maand welke het einde van het halfjaar opvolgt. »

ART. 68.

Het tweede lid en de volgende worden door de volgende schikkingen vervangen :

« Voor de toepassing der tarieven zal de lijn en haar vertakking verdeeld

⁽¹⁾ Jaar van het inwerkingtreden der Overeenkomst.

worden in afdeelingen waarvan de grenzen door volgende stopplaatsen worden worden aangeduid :

- » Charleroi, rue Isaac.
- » Pont de l'Écluse.
- » Rue de l'Ange.
- » Splitsing.
- » Queue de Couillet of Statie van Couillet-Montigny.
- » De tarieven bedragen slechts eene klas.
- » De prijzen zullen bepaald worden volgens de waarde van een index $D = S + E$ in hetwelk :
 - » S het gemiddeld uurloon van het rollend personeel (treinoverste, ontvangers en geleiders) in centiemen bepaald, voorstelt.
 - » Dit gemiddeld uurloon wordt bekomen, door het bedrag der loonen en der toeslagen van allen aard ten voordeele van het personeel, te deelen door het totaal getal werkuren dat het gedurende de beschouwde periode heeft geleverd.
 - » E beteekent, in centiem, voor hetzelfde tijdvak, de gemiddelde prijs van een kilowatt-uur electrisch drijfkracht onder vorm van gelijkstroom, te bewijzen door de rekeningen en desnoods door het vervormingsvermogen der wijzigings-toestellen.
 - » De waarde van het index D , som van S en E zal voor elk kwartaal vast-gesteld worden.
 - » De tarieven zullen bepaald worden door den Minister van Landbouw en van Openbare Werken volgens hieronder voorkomende tabel, en toegepast worden ten laatste drie maanden volgend op de aanzegging van de verandering van het index door den vergunninghouder bij het Ministerie. Wanneer de waarde van het index daalt, zal de vergunninghouder de aanzegging moeten doen binnen de maand welke volgt op het beschouwde kwartaal.

Tabel der Tarievenschommelingen.

(Eenig tarief in centiemen.)

Waarde van het index D .		1 of 2 afdeelingen. 3 afdeelingen. 4 afdeelingen.			
Beneden	65	Tarieven in gebruik vóór 17 November 1919.			
Schommelen tusschen	65 en 115	10	15	20	
Id.	115 en 165	15	15	20	
Id.	165 en 205	15	20	30	
Id.	205 en 235	20	20	30	
Id.	235 en 260	20	25	35	
Id.	260 en 285	20	30	40	
Id.	285 en 310 ⁽¹⁾	25	30	40	
Id.	310 en 335	25	35	45	
Id.	335 en 360	25	40	50	
Id.	360 en 385	30	40	50	
Id.	385 en 410	30	45	55	
Id.	410 en 435	30	50	60	
Id.	435 en 460	35	50	60	

en zoo voort.

(1) Tarieven in gebruik van 6 December 1920 tot 27 April 1924. De indexcijfer volgend uit de loonen en den prijs der electrische drijfkracht gedurende dit tijdstip betaald, schommelen tusschen de grenzen 285 en 310, zij vertegenwoordigen aldus de basis in verhouding met deze tarieven.

» Aangezien de onmogelijkheid de gevolgen te voorzien welke zouden kunnen voortspruiten uit een economischen toestand die het indexcijfer *D* boven de waarde 460 zou voeren, mogen de regels welke de tarievenveranderingen bepalen, in dit geval op voorstel van den vergunninghouder, door een Koninklijk besluit herzien worden.

» Ten einde rekening te houden met omstandigheden welke niet konden voorzien worden, zal de Minister van Landbouw en van Openbare Werken, den vergunninghouder, op dezes aanvraag, kunnen machtigen de tarievenveranderingen bij voorgaande tabel bepaald te vervangen door tarieven veranderingen op andere basis vastgesteld, op voorwaarde dat de gemiddelde prijs per reiziger, volgens vastgesteld tarief ontvangen, niet dengene overtreffe welke zou voortkomen door de toepassing der tarieven van de tabel aan het getal kaartjes der verschillende categorieën, afgeleverd gedurende het kwartaal waarvan het indexcijfer aanleiding heeft gegeven tot verandering der tarieven.

» De gemiddelde ontvangen prijs per reiziger zal vastgesteld worden door de deeling van de totale ontvangst der kaartjes met het overeenstemmend getal reizigers.

» Elke begonnen afdeeling is geheel verschuldigd.

» Kinderen beneden de zes jaar, op de knieën gehouden, worden kosteloos vervoerd.

» De vervoerprijzen mogen van middernacht af verdubbeld worden. »

ART. 70.

De schikkingen van artikel 70 worden door de volgende vervangen :

» De vergunninghouder zal aan werklieden en aan kleine bedienden, op bewijslevering hunner hoedanigheid, abonnementskaarten voor eene reis heen en weder per werkdag afleveren. Deze kaarten zullen slechts voor enkele uren van den dag geldig zijn en afgeleverd worden, 't zij voor eene week, 't zij voor twee, naar de keuze der belanghebbenden.

» De Minister zal op voorstel van den vergunninghouder en na de belanghebbende gemeenten gehoord te hebben, de voorwaarden der toepassing van huidig artikel vaststellen, namelijk de bepaling van « kleine bedienden » met inachtneming der levensduurte, en de geldigheidsuren dier abonnementen.

» Wanneer de waarde van het index *D* tusschen 285 en 310 zal schommelen, zullen de prijzen dier abonnementen, welk ook de lengte der rit op dezelfde lijn weze, de volgende zijn :

	Voor eene week.	Voor twee weken.
Van Charleroi (rue Isaac) tot la Queue de Couillet. fr.	2.40	4.80
Van Charleroi (rue Isaac) tot de Statie Couillet-Montigny	2.40	4.80
Van de Statie Couillet-Montigny tot la Queue de Couillet	2.40	4.80

» In geval van verandering der waarde van het index *D*, zullen de prijzen der abonnementen in dezelfde verhouding als het geheele stelsel der algemeene

tarieven veranderen, zonder dat de prijs eener enkele reis lager moge wezen dan tien centiem.

ART. 71.

De tweede en derde alinea worden vervangen door volgende schikkingen :

« Wanneer de waarde van het index *D* tusschen 285 en 310 zal schommelen :

» Algemeene abonnementen 212 frank per jaar of 111 frank per zes maand.

» Schoolabonnementen : 106 frank per schooljaar (10 maanden) of 27 frank per schoolkwartaal (2 1/2 maand).

» Hierbovenbedoelde abonnementen, waarvan de prijzen overeenstemmen met de gemiddelde veronderstelde ritten door den abonnementsdrager gemaakt, zullen op voorstel van den vergunninghouder en in de voorwaarden door den Minister vastgesteld na de belanghebbende gemeenten gehoord te hebben, kunnen vervangen worden door (gewone- en school) abonnementen waarvan de prijzen zullen berekend worden volgens het getal afdeelingen waarop zij zullen geldig zijn.

» In geval van verandering der waarde van het index *D*, zullen de prijzen der abonnementen in dezelfde verhouding als het geheele stelsel der algemeene tarieven veranderen. »

B. — *Schrappingen.*

De artikels 89 tot 95 inbegrepen worden afgeschaft.

HOOFDSTUK III.

Algemeene bepalingen betreffende beide netten.

1° Op voorstel van den vergunninghouder, in de voorwaarden vastgesteld door den Minister, na de gemeenten gehoord te hebben, zullen er tusschen beide netten aansluitingskaartjes in gebruik kunnen gebracht worden; in dezelfde voorwaarden en in overeenstemming met de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, zullen er aansluitingskaartjes kunnen ingesteld worden tusschen de Tramwegen en de buurtspoorlijnen in rechtstreeksche verbinding met deze.

2° Wanneer de duur der vergunning van het van Charleroi tot Gilly en tot Montigny-sur-Sambre verlengd zal geworden zijn tot het einde der vergunning van het net van Charleroi tot Couillet (Queue et Centre) gelijkvormig met Hoofdstuk II, artikel 83, van huidig toevoegsel, zal, op aanvraag van de belanghebbende gemeenten, in de voorwaarden door den Minister in overleg met gezegde gemeenten en den vergunninghouder te bepalen, het gemeenzaam gedeelte der twee netten uitsluitelijk aan het net van Charleroi tot Gilly en tot Montigny-sur-Sambre, kunnen gevoegd worden.

3° De vergunninghouder zal de verbintenissen moeten vervullen welke vervat zijn in zijn schrijven van 7 Juli 1924 aan den Heer Minister van Landbouw en

van Openbare Werken. Een gelijkloidend gewaarmerkt afschrift van dit schrijven is aan deze overeenkomst toegevoegd.

4^o Alle bepalingen der lastenboeken betreffend de vergunningen der Tramwegen van Charleroi tot Gilly en tot Montigny-sur-Sambre en van deze der Tramwegen van Charleroi tot Couillet (Queue et Centre) welke niet uitdrukkelijk veranderd of geschrapt worden door huidig toevoegsel blijven behouden.

Tegenwoordige Overeenkomst welke een definitief stelsel in de plaats stelt van het voorloopig door de Koninklijke besluiten van 31 October 1919, 30 April 1920, 3 December 1920, 26 Maart 1923, en 19 April 1924 ingesteld, zal in werking treden op.

Toegevoegd aan onzen brief van heden, n^o E 194, aan den heer Minister van Landbouw en Openbare Werken.

Brussel, den 7^e Juli 1924.

MIJNHEER DE MINISTER,

Wij hebben de eer, hierbijgaande, U een ontwerp van overeenkomst voor te leggen, hetwelk een definitief stelsel van uitbating der tramwegen die ons vergund werden, bedoelt te stellen in de plaats van het voorloopige stelsel thans in gebruik. Dit voorstel werd gewijzigd om nota te houden der door de gemeenten in den loop van het onderzoek opgeworpen aanmerkingen.

Indien deze overeenkomst door de bevoegde openbare machten wordt goedgekeurd en toegepast, dan verbindt onze maatschappij zich in de volgende voorwaarden de hieronder vermelde uitbreidingen aan te leggen en in bedrijf te stellen :

1^o Lijn van Charleroi tot La Neuville (Montigny-sur-Sambre) met verlengingen, deze laatste aangelegd wanneer de Openbare wegen langswaar zij moeten geplaatst worden, zullen gemaakt zijn;

2^o Verlenging der lijn van Charleroi tot Couillet (statie van Couillet-Montigny) tot aan den overweg der rue de la Victoire te Chatelet;

3^o Verlenging der lijn van Charleroi naar Gilly (Soleilmont) tot le Vieux Campinaire.

De lastenboeken opgelegd aan de bijzondere netten zijn toepasselijk aan deze uitbreidingen met de noodige veranderingen voor wat volgende punten betreft :

De bepaling der tarieven en der schikkingen die er de aanpassing bij de economische toestanden zullen van regelen, zal rekening moeten houden met de belangrijkheid der kapitalen van eersten aanleg voor wat vergelding en delging betreft.

De exploitatie der uitbreidingen zal vrijgesteld zijn van de lasten der vergoedingen en der hernieuwing van de bestrating; de bestrating waarvan het onderhoud ten laste van den ondernemer zal vallen bedraagt de oppervlakte beslagen door de sporen en tusschensporen alsmede een band van 0^m50 buiten het spoor langsheen elke buiten-spoorstaaf.

De wegenis uitbreidingen gebeurlijk noodig tot het aanleggen van nieuwe lijnen vallen gansch ten laste der belanghebbende Openbare machten.

In geval van terugkoop der bijzondere netten, zullen de vergunningen der uitbreidingen eveneens worden teruggekocht, maar de terugkoopprijs zal op andere basissen berekend worden door de lastenboeken op de volgende wijze vastgesteld :

A. — Binst het beginnend tijdvak waarvan de duur voor elke uitbreiding zal bepaald worden, door het lastenboek welke dezelve beheert zal de terugkoopprijs de terugbetaling der kosten van eersten aanleg bedragen, vermeerderd met eene premie om den vergunninghouder schadeloos te stellen voor de verliezen van het begin der exploitatie.

B. — Gedurende het tweede tijdvak zal de verkoopprijs berekend worden naar keus van den vergunninghouder volgens een der twee volgende regels :

a) Den vergunninghouder zal de nog te delgen som der kosten van eersten aanleg vermeerderd met de premie terugbetaald worden.

De delging zal derwijze berekend worden, dat zij volledig weze in den loop van dit tweede tijdvak.

b) De terugkoopprijs zal gelijk zijn aan het bedrag der kapitaalvorming, aan het gemiddeld bedrag der Staatsrente gedurende de drie jaren die den terugkoop voorafgingen, van eene jaarpremie berekend als volgt : Men zal naar keus van den vergunninghouder, 't zij de netto uitbatingsontvangst van het jaar dat den terugkoop voorafging, 't zij de middelmaat der netto-ontvangsten der drie meest voordeelige jaren tusschen de vijf laatsten die den datum van terugkoop vooraf gingen, nemen, en er ten titel van premie aan toevoegen 10 %, indien er min dan tien vergunningsjaren, 20 %, zoo er meer dan tien en min dan twintig, en 25 %, indien er meer dan twintig jaren te verloopen overblijven.

Indien op het oogenblik van den terugkoop de waarde van het index *D* (door de overeenkomst bepaald) de waarde overschrijdt die dit index had op het oogenblik dat de werken aanvingen, dan zal de terugkoopprijs vermenigvuldigd worden met de verhouding van de eerste met de tweede dezer waarden van het index *D*.

De termijnen bepaald door de lastenboeken voor het in bedrijf stellen der uitbreidingen zullen, op voorstel van den vergunninghouder door den Minister verlengd worden indien de prijzen der grondstoffen overdreven hoog waren : bij voorbeeld indien de prijs der spoorstaven 700 frank de ton te boven ging op het oogenblik dat de aanleg zou moeten aanvangen.

Gelief, Mijnheer Minister, de verzekering onzer hoogachting te aanvaarden.

(Get.) DUTHLEUX,
Bestuurder.

(Get.) F. EMPAIN,
Beheerder.

ANNEXE AU N° 382.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver une convention à conclure avec la Société anonyme « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions », en vue de substituer un régime définitif au régime provisoire d'exploitation des réseaux de tramways concédés à la dite Société.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi suivant sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE UNIQUE.

Le Gouvernement est autorisé à approuver la convention à conclure éventuellement entre le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics et la Société anonyme « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions », suivant le projet annexé à la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1924.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,

BIJLAGE VAN N° 382.

Wetsontwerp de Regeering machtigend tot het goedkeuren eener overeenkomst te sluiten met de naamlooze vennootschap « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions » ten einde het voorloopig stelsel van exploitatie der tramwegnetten vergund aan gezegde maatschappij, door een definitief stelsel te vervangen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landbouw en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsvoorstel zal in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

EENIG ARTIKEL.

De Regeering wordt gemachtigd om de overeenkomst goed te keuren, welke, bij voorkomend geval, tusschen den Minister van Landbouw en Openbare Werken en de Naamlooze Vennootschap « Tramways Électriques du Pays de Charleroi et extensions » zal gesloten worden volgens het aan deze wet toegevoegd ontwerp.

Gegeven te Brussel, den 12^e Juli 1924.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Landbouw en Openbare Werken,

B^{de} RUZETTE.